

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :  
RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen CAMAIGNE, rédacteur en chef.

(Affranchir.)

### AVIS IMPORTANT.

Nos abonnés sont prévenus que les bureaux de la Commune de Paris, *Moniteur des Clubs*, sont transférés rue de Rivoli, 16, par suite de bail dûment consenti. Pour tout ce qui concerne la rédaction s'adresser au Rédacteur en chef, et pour l'administration au directeur-gérant, au domicile précité.

(Affranchir.)

Paris, 27 mars.

La bataille finie, il ne nous a pas plu de nous souvenir des hommes qui, durant trente années, avaient montré à l'Europe le scandaleux spectacle de la prostitution et de la trahison. Nous avions même décidé dans le for intérieur qu'il fallait donner à ces Tristans de tous les régimes le temps de se repentir et de mourir en paix, s'ils le pouvaient. Nous avions fait voir assez de calme, assez de mépris, si l'on veut, pour ne pas mettre à nu les taches de sang recouvertes par de massives broderies d'or.

Était-ce que la mémoire nous manquait? Non. Ces notabilités néfastes des régimes passés sont toujours devant nos yeux. Un mot, un signe, suffisaient pour les détruire; nous sommes restés muets et inactifs.

Ce fut une faute peut-être. La générosité ne saurait être sentie que par ceux dont le cœur, bien qu'ennemi, se rattache encore à une foi quelconque, au dévouement, même aveugle, à ces vieilles traditions qui servaient si longtemps de prétexte aux dévastateurs. Mais pardonner généreusement les crimes de ceux qui n'échappèrent leur fortune que sur les corps de leurs semblables; croire au repentir, au remords de ces exceptions à face humaine sans aucun des sentiments qui distinguent l'homme; amnistier ces criminels endurcis, mélange de bassesse et de cruauté, n'était-ce pas manquer aux premières notions de l'expérience.

Aussi voyez comme ces natures dégradées usent de la clémence des vainqueurs. Terrifiés d'abord, ils sortent de leurs antres à mesure que le bruit s'éloigne, non pour obéir à quelque bon sentiment inconnu d'eux jusqu'ici, mais, au contraire, afin de siffler de nouveau comme des reptiles réchauffés en attendant le moment propice qui leur permettra d'essayer la morsure.

Lequel l'emporte, chez ces hommes, du défaut de vue ou de la perversité? Question ardue à laquelle nous ne saurions répondre. Il est dans l'espèce humaine, plus qu'ailleurs, des monstres du genre, et l'étude la plus attentive, la plus soutenue ne permet pas toujours de saisir les combinaisons par lesquelles l'esprit du mal agit en eux. Travail pénible, désolant, auquel il ne faut pourtant renoncer jamais à peine de laisser sans défense les âmes naïves qui toujours croient au bien. D'un côté, devoir impérieux d'avertir ceux qu'on cherche à tromper; de l'autre, admonition sévère à ces êtres de boue préoccupés de leur seul intérêt et disposés à parcourir le domaine entier du mal plutôt que de renoncer à leur abominable passé.

Au moins ces élus du mal, s'ils sont incorrigibles, ne sont pas sourds. Qu'ils prennent donc la peine d'écouter un instant notre voix. Nous avons la main pleine de vérités; mais au rebours de l'égoïste Fontenelle qui tenait à les cacher s'il les avait eues, nous les dirons, nous.

Tenez-vous donc pour avertis, criminels de tous les régimes, jeunes et vieux, anciens et nouveaux; nous commencerons bientôt votre procès devant les assises de la République. Croyez-en notre parole, et faites retraite à temps, vous tous dont le passé se montre avec de si lugubres teintes. Il en est temps encore; n'attendez pas que nous vous jetions à la face l'infamie dont vous êtes couverts.

Et, pour ne vous laisser aucun doute, entendez bien que celui qui signe ces lignes était un de ceux voués par vous naguère à la mort si vous aviez vaincu. N'oubliez pas qu'il sait vos actes... et vos noms.

Vous n'auriez pas attendu, vous autres. — Si vous n'étiez pas ce que vous êtes, on vous dirait: « Prenez exemple et profitez. » Mais pour vous... à quoi bon?

J. CAMAIGNE.

Le Gouvernement provisoire n'a pas encore pris les mesures, à notre avis, indispensables pour faciliter son action. Il lui est impossible de l'étendre sur tous les points avec la rapidité que comporte la situation. Ses membres succombent et doivent en effet succomber sous la multiplicité des affaires, parce qu'il est une borne aux forces humaines. Le provisoire n'est pas encore épuisé, il y a un mois à vivre: l'Assemblée ne se réunira que le 4 mai. Il importe donc d'aviser au plus tôt. A cet effet, nous demandons que les membres du Gouvernement provisoire cessent d'être ministres et soient forcés au plus tôt d'opter entre l'une ou l'autre fonction. Surchargés de travail, qu'ils le divisent; la besogne se fera beaucoup plus vite et mieux. C'est dans leur intérêt et dans le nôtre que nous demandons la mise en pratique immédiate de cette mesure. En outre, ils sont dans l'impossibilité de faire face aux réclamations sans nombre dont ils sont inondés. Il est de toute nécessité d'insérer des commissions chargées de venir en aide aux ministres sous ce

rapport. C'est là le seul moyen d'amoindrir les difficultés qui se pressent, et nul n'oserait en contester l'urgence.

Le conseil municipal de Périgueux persiste toujours dans son inqualifiable insurrection. Cela s'explique aisément. Périgueux était sous l'ancien régime un des plus triomphants bourgs-pourris de France, et le conseil municipal actuel, succession de Duchâtel, doit naturellement avoir conservé l'empreinte de toutes les belles influences que vous connaissez. On sait qu'il avait demandé la révocation des commissaires Dufraisse et Dulac. Le citoyen Ledru-Rollin a nommé à la place de ces derniers les citoyens Montaigu, capitaine d'artillerie; Chavois, maître d'Exideuil; Lamarque, agriculteur. Le conseil s'est cru encore le droit de débiter s'il devait les recevoir dans la place et à quelles conditions. — De pareils actes sont au-dessous de toute appréciation. Il est impossible de les qualifier. C'est là la belle efflorescence du système déchu: tels maîtres tels valets. Mais comment se fait-il que le citoyen ministre de l'intérieur n'ait pas déjà dissous ce conseil réfractaire qui a déjà trouvé un apologiste, car les actions les plus condamnables en ont toujours trouvé dans ce pays. — A Périgueux tout est approuvé; c'est le département qui nomme Bugeaud, Garraube, Debelleye, Saint-Aulaire, Matheville (marquis de) et Magne. Quelle glorieuse cohorte de conservateurs! Quels dignes représentants du pays légal! Mais au-dessous de cette bourgeoisie égoïste et réactionnaire il y a quelque chose, le peuple. Qu'on s'adresse à lui, et certes pas un de ces insolents factieux de Périgueux ne viendra s'asseoir, après l'élection, sur les banquettes du conseil municipal de cette ville. Nous attendons une dissolution immédiate.

Le président de la société des études scientifiques et littéraires, le citoyen Jean Reynaud, vient d'adresser au ministre de l'instruction publique un rapport par lequel il demande qu'on réduise les heures de travail dans les collèges. Le citoyen Carnot s'est empressé de nommer une commission qui doit étudier cette question. Nous souhaitons qu'il sorte de ces études un résultat favorable à l'enfance et à la jeunesse. On ne peut sans gémir considérer le système atroce de compression physique, intellectuelle et morale exercé sur les esprits vierges qu'on devrait si soigneusement développer par une culture bien entendue. La population dépérit en France depuis quelques années, la conscription est là pour le prouver; ce qu'elle permet de constater chaque année est on ne peut plus déplorable. Il faut se hâter de porter remède à cette dégradation progressive de la race humaine. — Autre motif. On surcharge la mémoire des enfants de notions fastidieuses, dont la digestion est difficile, impossible même. On les force fatalement à abhorre de belles choses. En un mot, on les étiole, on accompli sur eux une double mutilation. Or, nous le déclarons, la République ne peut souffrir ces errements impies où la monarchie trouvait le complément de son système, l'abrutissement général de la France. Nous voulons des hommes et non pas des pygmées, des citoyens français et non pas des égoïstes ou des esprits merveilleux qu'on dirait nourris en serre chaude et sous cloche par le citoyen Gorgias de Léontine ou le premier pédagogue venu d'Athènes. Nous voulons une éducation nationale et non une éducation bâtarde et jésuitique quasi-ultramontaine.

Que le citoyen Carnot y songe. L'Université a besoin de modifications profondes. Son enseignement est trop burlesque pour pouvoir être départi plus longtemps aux générations qui grandissent pour la France. « La jeunesse, disait Périclès, est le printemps de l'année. » Celle que vous nous feriez en serait l'hiver si le grand fluide des révolutions ne venait à notre aide en pénétrant toutes les poitrines.

### LE CITOYEN DUMAS.

Le citoyen Alexandre Dumas, marquis Davy de La Pailleterie, vient de publier dans le journal *la Liberté* ce qu'il nomme la profession de foi de l'avenir.

A grands renforts de citations historiques, il s'attache à prouver que la République est désormais la seule forme de gouvernement possible en France. Nous trouvons là des rapprochements fort ingénieux, comme sait les faire l'habile romancier, et même certains errements de style qui rappellent plus l'allure saccadée du feuilleton que la prose simple et sage du publiciste. Il n'importe. Nous acceptons la profession de foi du citoyen Dumas si elle est sincère; nous l'acceptons comme toutes ses œuvres, où l'on retrouve toujours l'esprit et l'inspiration du grand artiste; nous l'acceptons comme un feuilleton, à charge de ne pas le relire.

Le citoyen Dumas se met ensuite à critiquer les circulaires des ministres de l'instruction publique et de l'intérieur. Il prétend que Carnot a proclamé l'utilité de l'instruction. Avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons voir dans cette assertion que de la mauvaise foi. Le citoyen Dumas, l'ex-gentilhomme de la Piconnerie, a trop d'intelligence pour que nous puissions croire qu'il ne comprend pas les préceptes pleins de sens donnés par le ministre de l'instruction

publique. S'il n'a pas pris la peine de les lire, comme on serait tenté de le supposer, pourquoi en parle-t-il? Pourquoi s'expose-t-il à lancer aussi étourdiment des calomnies gratuites, à travestir les intentions les plus louables? Est-ce ainsi qu'on fera croire à la France que l'on est républicain? et pense-t-on faire de la démocratie comme on fait du roman feuilleton, du drame et des impressions de voyage, à tort et à travers, gesticulant et se culbutant à travers l'espace comme un Claude Frolo?

Le citoyen Dumas ne se borne pas à critiquer le ministre de l'instruction publique, il dénonce encore le citoyen Ledru-Rollin, qui crée 86 préconsuls au lieu d'un roi.

A ce reproche, on se demande si le citoyen Dumas n'occuperait pas beaucoup mieux ses loisirs à Monte-Cristo ou à Florence que dans un club ou à l'Assemblée constituante. Nous proposons au Gouvernement provisoire de charger d'une mission exploratrice le Cook de la Méditerranée. Pourquoi ne le mettrait-on pas à bord d'un *Véloc* quelconque qui cinglerait vers Djemma Gazonat? Les Français ne connaissent pas l'Algérie, tout le monde sait cela; l'ami du citoyen Salvandy, ex-duc de Chante-Merle, a pris soin de nous le dire, et à coup sûr la France et le monde entier y perdent beaucoup. Pourquoi le comte de Monte-Cristo ne serait-il pas appelé à combler cette lacune? Qu'il parte donc au plus tôt; qu'il devance même les ordres du Gouvernement: les lions de l'Atlas l'appellent; le bifleck de chameau n'attend que lui pour éclore dans la Mitidja; trois cents noirs tendent la langue au fer qui doit la faire tomber. Tout Monte-Cristo se réalise au delà de la Méditerranée. On n'attend que l'acteur, le demi-dieu qui doit inaugurer la fantastique épopée. Partez donc, ô Dumas! courez, ô marquis Davy de La Pailleterie!

### On lit dans le National :

« Nous avons présenté, avant-hier, des observations sur l'impossibilité où les trois cents mille électeurs de l'armée allaient se trouver d'exercer d'une manière utile, sérieuse, leur droit électoral.

« Nous avons fait remarquer que les divers comités électoraux n'ont pas encore, pour la plupart, arrêté le choix des candidatures; nous avons dit que, dans les régiments, officiers, sous-officiers et soldats se trouvaient fort embarrassés de savoir sur qui porter leurs suffrages.

« Des lettres sans nombre nous avaient signalé le mécontentement que cause ce fâcheux état de choses.

« Aujourd'hui, plusieurs officiers de la garnison sont venus nous trouver et nous prier d'insister sur ce sujet.

« Nous espérons que nos premières observations seront priées en considération. Nous ne pouvons que les renouveler en répétant qu'il n'y a aucune nécessité de faire voter l'armée avant le 7 ou le 8 mars. »

La Commission de gouvernement pour les travailleurs a été assez heureuse pour concilier déjà de nombreux intérêts qui venaient d'eux-mêmes se soumettre à ses décisions impartiales, et de cette mutuelle confiance sont nées et vont naître des associations importantes, basées sur le principe de la fraternité.

Pour en citer un seul exemple, en attendant de curieux détails que nous donnerons demain, les ouvriers tailleurs sont venus demander à la commission la commande des tuniques que l'Etat doit faire confectionner pour la garde nationale mobile, offrant d'exécuter ces travaux aux conditions suivantes: partage égal des bénéfices, sans distinction entre les ouvriers; admission de tous dans l'association; si la masse des travaux à exécuter n'est pas en rapport avec le nombre des travailleurs à employer, réduction de la part de chacun, de telle sorte qu'il y ait part pour tous, et s'il est nécessaire, pour que quelques-uns ne meurent pas de faim, qu'on ne travaille que six, cinq, quatre heures par jour: l'engagement en est pris formellement.

La commande a été donnée à ces conditions par l'Etat. Un local, celui de l'ancienne prison de Clichy, a été mis à la disposition des tailleurs associés. Les travaux commencent, et ce sera là une éclatante réponse à ceux qui parlent toujours des difficultés de la pratique.

D'autres corporations d'ouvriers, celles des fileurs de Paris, des selliers, des dessinateurs, pour impressions sur étoffes, etc., suivant cet exemple, offrent de travailler aux mêmes conditions, et demandent que le Gouvernement veuille bien mettre de vastes salles à leur disposition. Chaque jour ces faits se renouvellent devant la commission de gouvernement pour les travailleurs.

Le projet d'organisation du travail proposé par la Commission de gouvernement pour les travailleurs lui attire chaque jour, de la part d'un grand nombre de corporations d'ouvriers, des demandes ou des offres de réalisation immédiate.

La Commission croit devoir rappeler à tous qu'elle n'a été instituée que pour élaborer des projets de loi qui seront soumis à l'Assemblée nationale et préparés par ses discussions l'opinion publique sur ces matières.

Mais désirant vivement faire marcher la pratique à

côté de la théorie, la commission s'emploie de grand cœur à faciliter la réalisation immédiate de ses vœux toutes les fois que son intervention est requise ou acceptée par tous les intéressés.

Mais lorsqu'il y a dissentiment entre les intérêts divers, et que l'intervention de la commission n'est réclamée ni acceptée que par une des parties, n'ayant le droit d'agir ni comme pouvoir exécutif ni comme pouvoir législatif, la commission doit s'abstenir et rentrer alors dans ses travaux de commission d'étude.

### Actes officiels.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui ajourne au 5 avril les élections de la garde nationale;

Vu les renseignements donnés par les commissaires des départements, et la délibération du maire de Paris;

Attendu qu'il y aurait impossibilité matérielle à maintenir le jour d'abord fixé pour les élections générales;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Décète :

1° Les élections générales des représentants du peuple auront lieu le dimanche 25 avril.

2° L'Assemblée se réunira le 4 mai prochain.

Fait en conseil de Gouvernement, Paris, le 26 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire au peuple Français !

Citoyens,

Vous avez connu, vous avez apprécié les motifs qui ont décidé le Gouvernement provisoire à reculer jusqu'au 5 avril les élections des officiers de la garde nationale.

Cet ajournement nécessaire ne permettrait pas de commencer le 9 les élections des représentants du peuple.

Avant d'en fixer définitivement l'époque, le Gouvernement provisoire a voulu consulter l'opinion de la France entière.

Les commissaires des départements ont été interrogés; leur réponse, presque unanime, c'est qu'on doit différer le moins possible la convocation du peuple. Des pétitions nombreuses nous ont exprimé à cet égard les vœux les plus pressants.

Le même sentiment domine dans l'immense majorité de la population parisienne.

Le Gouvernement provisoire se croirait coupable s'il gardait dans ses mains, sans la plus impérieuse nécessité, le pouvoir exceptionnel et temporaire que cette nécessité même a fait légitime et dont notre dévouement à la République fait tout l'honneur.

Le Gouvernement provisoire n'a donc été décidé que par des difficultés matérielles à remettre le jour des élections générales au 25 avril, et la réunion de l'Assemblée au 4 mai.

C'est à vous, citoyens, d'achever l'œuvre généreuse que vous avez entreprise. La République est fondée; nulle intrigue, nulle tentative insensée ne prévaudra contre elle. Le peuple la veut; il saura défendre ce qu'il a su si vaillamment conquérir. Qu'elle s'organise sur de larges bases; que la constitution prochaine fasse passer dans les institutions et dans les lois les grands principes de notre révolution; que vos choix préparent le règne de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité.

Grâce à votre concours, citoyens, le Gouvernement provisoire a pu porter jusqu'à ce jour le fardeau des affaires publiques. Il ne veut pas, il ne pourrait pas retarder d'une heure le moment où il déposera le pouvoir dans les mains de l'autorité souveraine, seule capable de répondre à tous les vœux de la France, seule assez forte pour diriger les destinées de la République dans ces voies où l'impulsion magnanime du peuple les a lancées.

Ne perdez donc pas de temps, citoyens, pour discuter les idées et les hommes; que ceux-ci soient par leurs principes, par leur vertu, par leurs lumières, par leur pureté, par leur amour de la patrie, les vrais représentants du peuple, et l'Europe saluera l'Assemblée nouvelle avec le même enthousiasme qui accueille partout la révolution que le peuple a faite, et qui engendre la plus puissante des propagandes : celle qui est inspirée par l'admiration !

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui ajourne au 5 avril les élections de la garde nationale;

Vu les renseignements donnés par les commissaires des départements et la délibération des maires des arrondissements de Paris;

Attendu qu'il y aurait impossibilité matérielle à maintenir le jour d'abord fixé pour les élections générales;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les élections générales des représentants du peuple auront lieu le dimanche 25 avril.

Art. 2. L'Assemblée se réunira le 4 mai prochain.

Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 26 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu la loi du 28 avril 1816 portant création de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations;

Vu spécialement les articles 99 et 111 de ladite loi, aux termes desquels a été instituée la commission de surveillance de ces deux établissements;

Considérant qu'en l'état des choses ce n'est que par le ministre des finances et sous sa responsabilité que peut être régulièrement exercée la surveillance des

opérations de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations,

Décète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations est supprimée.

Art. 2. Le ministre des finances aura dans ses attributions la surveillance précédemment exercée sur les deux établissements par la commission spéciale supprimée.

Art. 3. Les dispositions des lois et ordonnances antérieures sont abrogées en ce qu'elles auraient de contraire au présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 25 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 21 mars 1848, relatif aux récépissés de dépôts sur marchandises;

Vu la délibération du conseil général de la Banque de France, en date du 26 mars courant;

Vu l'art. 12 du décret organique du 16 janvier 1808, contenant les statuts de la Banque de France, et ainsi conçu :

« La Banque pourra cependant admettre à l'escompte, tant à Paris que dans ses comptoirs, des effets garantis par deux signatures seulement, mais notoirement solvables, et après s'être assurée qu'ils sont créés pour fait de marchandises, si on ajoute à la garantie de deux signatures un transfert d'action de la banque ou de 5 pour 100 consolidé valeur nominale. »

Décète :

La Banque de France et ses comptoirs pourront admettre à l'escompte, en remplacement de la troisième signature, les récépissés de dépôt sur marchandises mentionnés dans le décret du 21 mars précité.

Fait en conseil de Gouvernement, le 26 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire ministre des travaux publics,

Considérant que la loi de toute administration est l'économie;

Que pour obéir à cette loi, il est avant tout nécessaire de proportionner le nombre des agents à la somme des travaux qui doivent leur être confiés, de manière à leur demander ainsi tout ce que peuvent donner leur capacité et leur dévouement;

Considérant que cette proportion n'a pas été jusqu'ici observée dans l'organisation du service des travaux publics;

Qu'en effet, des fonctions qui pouvaient aisément, et sans nuire aux intérêts de l'administration, être concentrées dans une seule main ont été réparties en plusieurs sans qu'aucun intérêt réel et sérieux ait motivé cette répartition;

Qu'il en résulte que parmi les emplois ainsi divisés, il en est qui doivent être considérés comme de véritables sinécures grevant le trésor, sans profit pour l'Etat;

Considérant qu'il importe de faire cesser ces abus à l'aide de réformes successives, mais dès à présent efficaces;

Qu'en les appliquant de préférence à ceux des fonctionnaires qui, par le temps de leurs services, ont acquis des droits à la retraite, on pourra concilier ainsi et les besoins du trésor et les droits nés des services rendus à la patrie;

Arrête :

#### § 1<sup>er</sup>. Service des ponts et chaussées.

— Le nombre des inspecteurs généraux, fixé à huit par l'ordonnance du 5 février dernier, est réduit à six.

— Le nombre des inspecteurs divisionnaires est réduit de vingt-deux à dix sept par la réunion des cinq inspections spéciales des chemins de fer aux inspections du service des routes et de la navigation.

— Le service spécial de la navigation de la Dordogne, de la Corrèze et de la Vézère est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef du département de la Dordogne.

— Le service de la navigation de la Garonne, depuis Toulouse jusqu'au pont de Bordeaux, est réuni au service du canal latéral à la Garonne.

— Le service de la navigation de la Loire, depuis la limite supérieure du département de Saône-et-Loire jusqu'à l'embouchure du canal de Briare, est réuni au service du canal latéral à la Loire.

— La partie du même service comprise depuis l'embouchure du canal de Briare jusqu'à la limite inférieure du département de Loir-et-Cher et la partie qui s'étend de cette limite jusqu'aux ponts de Nantes sont réunies en une seule section confiée à l'ingénieur en chef actuellement chargé de la première partie.

— Les deux sections du service de la navigation du Lot sont réunies en un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé de la première section.

— Le service spécial de la navigation de la Meuse depuis Verdun jusqu'à la frontière de Belgique formera, avec le service ordinaire du département des Ardennes, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service de la navigation.

— Le service spécial des rivières et canaux concédés dans le département du Nord, formera, avec le service ordinaire du département, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service spécial.

— La troisième et la quatrième section du service spécial de la navigation du Rhône sont réunies à la deuxième section du même service.

— Le service spécial de la navigation de la Sèvre et de ses affluents dans les départements des Deux-Sèvres et de la Vendée est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef du département des Deux-Sèvres.

— Les deux sections du canal du Nivernais sont réunies en un seul service, qui comprendra en outre la

partie supérieure de la rivière d'Yonne jusqu'à Auxerre.

— Les deux sections du canal de Bourgogne sont réunies en un seul service confié à l'ingénieur en chef de la 1<sup>re</sup> section.

— Le service du canal de Nantes à Brest dans la traversée du département de la Loire-Inférieure est réuni au service ordinaire du département.

— Le service de la division nord du canal du Rhône au Rhin est réuni aux attributions de l'ingénieur en chef chargé des travaux du Rhin.

— Le service du port de Calais, le service du port de Boulogne et les travaux des phares de la canche sont réunis en un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports et de la navigation dans le département de la Somme.

— Le service des ports et de la navigation dans le département de la Somme est réuni au service ordinaire du département.

— Le service des ports de commerce de la Charente-Inférieure formera avec le service ordinaire du département un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports.

— Le service des ports de commerce du département du Finistère formera avec le service ordinaire du département un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des ports.

— Le service des ponts à bascule et de la police du roulage, dans le département de la Seine, est réuni au service ordinaire du département.

— Le service de l'atelier central des ponts à bascule est également réuni au service ordinaire du département de la Seine.

— Le service spécial des dunes et dessèchements dans les départements de la Gironde et des Landes est réuni au service ordinaire de ces départements.

— La section du chemin de fer de Paris à Strasbourg comprise entre Vitry et Saint-Dizier, et la section du même service comprise entre Saint-Dizier et la limite des départements de la Meuse et de la Meurthe, sont réunies en une seule section confiée à l'ingénieur en chef chargé du service du canal de la Marne au Rhin, dans la traversée des départements de la Marne et de la Meuse.

— Le service spécial des rivières de la Mayenne, de la Sarthe et du Loir est supprimé. Les travaux d'entretien et d'amélioration de ces rivières seront exécutés par le service ordinaire des départements traversés.

— Le service de contrôle et de surveillance de l'exploitation des chemins de fer du Gard et de l'Hérault formera, avec le service ordinaire du département du Gard, un seul service confié à l'ingénieur en chef actuellement chargé du service des chemins de fer.

#### § 2. Service des mines.

Les quatre arrondissements minéralogiques composant la division du nord sont réduits à deux.

Les deux arrondissements minéralogiques de Versailles et d'Amiens, comprenant les départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Loiret, Somme, Oise et Aisne sont supprimés et réunis au service de l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique de Paris.

La division du nord-est composée de trois arrondissements minéralogiques, n'en comprendra plus que deux. Le service d'ingénieur en chef de l'arrondissement de Nancy est réuni au service des deux ingénieurs en chef de Strasbourg et de Troyes.

Les fonctions d'ingénieur en chef directeur pour les deux arrondissements minéralogiques de Grenoble et de Clermont-Ferrand sont supprimées, et chaque service est confié aux quatre ingénieurs en chef précédemment placés sous les ordres du directeur.

MARIE.

N. B. En exécution de cet arrêté, ont été admis à la retraite, et ne seront pas remplacés dans leurs fonctions : 1° dans le service des ponts et chaussées, un inspecteur divisionnaire, trente-huit ingénieurs en chef, trois ingénieurs ordinaires; 2° dans le service des mines, un ingénieur en chef de première classe, deux ingénieurs en chef et directeurs.

#### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du Gouvernement provisoire en date du 21 mars, portant qu'il sera établi des magasins où les négociants et industriels pourront déposer leurs matières premières, marchandises et objets fabriqués, en échange de récépissés transmissibles par endossement;

Vu le décret de ce jour, autorisant la Banque de France à accepter les récépissés des magasins publics comme troisième signature;

Considérant que le but de cette mesure est de mobiliser la valeur desdites marchandises, de la convertir en titres négociables et admissibles dans les établissements de crédit et de faciliter les prêts sur nantissements;

Voulant assurer l'exécution dudit décret,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans toutes les villes où, en exécution du décret du 21 mars, il aura été établi des magasins généraux agréés par l'Etat, les négociants, commerçants et industriels pourront y déposer les matières premières, marchandises et objets fabriqués dont ils seront propriétaires, en se conformant au règlement de service intérieur desdits magasins.

Ces établissements seront placés sous la surveillance d'un délégué du ministre des finances.

Art. 2. Lesdites marchandises, spécifiées dans un bordereau de dépôt, devront être de qualité loyale et marchande.

Elles seront assurées contre l'incendie.

Art. 3. Les marchandises déposées seront inscrites sur un registre spécial indiquant la date du dépôt, le nom et le domicile du déposant, l'espèce et la quantité des marchandises.

Art. 4. Des experts choisis par la chambre du commerce, le conseil municipal ou la chambre consultative des arts et manufactures, parmi les négociants, et assistés d'un courtier de commerce ou d'un commissaire

priseur, détermineront, au cours du jour, la valeur vénale des marchandises déposées.

Le procès-verbal d'estimation, signé par les experts et par l'officier public, restera annexé au bordereau de dépôt, et la valeur constatée sera inscrite au registre spécial mentionné dans l'article qui précède.

Il sera alloué à l'officier public qui interviendra une simple vacation de 5 fr.

Art. 5. Un récépissé des marchandises déposées sera remis au déposant.

Ce récépissé, passible d'un droit fixe de 1 fr. 10 c., sera extrait d'un registre à souche; il exprimera :

La date du dépôt;

Le nom et le domicile du déposant;

L'espèce et la quantité, taxe déduite, de la marchandise;

La valeur mentionnée au procès-verbal d'estimation;

Et le montant des droits de douane, d'octroi ou autres dont elle peut être passible;

Les marchandises déposées pourront, à la demande du déposant, être divisées en plusieurs lots pour chacun desquels il sera délivré un récépissé distinct.

Art. 6. Les récépissés des marchandises déposées seront transmissibles par voie d'endossement.

L'administration des magasins sera tenue de représenter les marchandises à toute réquisition du titulaire porteur du récépissé.

Art. 7. Toute personne qui voudra prêter sur des marchandises déposées sera valablement saisie du privilège de nantissement par le transfert du récépissé à son ordre, et par la mention dudit transfert sur le registre du magasin avec indication de la somme prêtée.

Cette mention devra aussi être opérée dans le cas d'endossement pour transmission de la propriété des marchandises.

Art. 8. Les comptoirs nationaux d'escompte pourront admettre, comme seconde signature, le récépissé joint à un billet à ordre. Ce billet devra faire mention du récépissé.

L'appréciation de la somme à avancer sur le récépissé sera faite par le comptoir d'escompte; la durée du prêt ne pourra excéder quatre-vingt-dix jours.

Art. 9. La Banque de France et ses comptoirs, ainsi que les banques départementales, pourront admettre les récépissés comme troisième signature.

Art. 10. L'emprunteur pourra toujours rentrer en possession du récépissé en remboursant le montant du prêt au cessionnaire porteur.

Dans ce cas, celui-ci tiendra compte à l'emprunteur des intérêts à courir depuis le jour du remboursement jusqu'à l'échéance du prêt, sous déduction de l'intérêt de dix jours.

Art. 11. A défaut de paiement à l'échéance, le cessionnaire porteur du récépissé pourra exercer son recours contre l'emprunteur et les endosseurs, ou sur la marchandise déposée. Dans ce dernier cas, le président du tribunal de commerce, sur la simple production de l'acte de prêt, ordonnera la vente de la marchandise aux enchères.

Paris, 26 mars 1848.

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,*  
**GARNIER-PAGÈS.**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**  
Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Arrête :

Le citoyen Henri d'Artigues est chargé de l'organisation et de la surveillance des magasins généraux institués par le décret du 21 mars.

Il prendra le titre de délégué du ministre des finances.

Sur la demande du citoyen d'Artigues, ses fonctions seront gratuites.

Paris, le 26 mars 1848.

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,*  
**GARNIER-PAGÈS.**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**  
Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du 21 mars et les arrêtés des 21 et 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat, contre des récépissés transmissibles par endossement,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les magasins de la société du magasinage public sous la raison G. Putod et compagnie pourront recevoir, comme l'entrepôt des douanes, les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le présent arrêté sera déposé au secrétariat général, pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 26 mars 1848.

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,*  
**GARNIER-PAGÈS.**

**Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur.**

Citoyens,

Le chef d'un département ministériel ne peut déléguer que les pouvoirs dont il est lui-même investi.

Aux termes de nos décrets, les ministres ont le pouvoir de décider toutes les questions qui étaient autrefois réglées par des ordonnances royales. Mais le pouvoir législatif est resté tout entier entre vos mains. Il suit de là que toutes les mesures prises par les commissaires du Gouvernement provisoire dans les départements ne peuvent avoir force de loi qu'après avoir reçu votre sanction.

Je soumetts, en conséquence, à votre examen un arrêté pris par le commissaire que vous avez envoyé dans le département du Rhône. Obligé de pourvoir à une situation extrêmement pressante, le citoyen Emmanuel Arago a déployé une très-grande énergie. Pour assurer le travail, l'existence d'une multitude de travailleurs,

il a frappé la ville de Lyon et le département du Rhône d'une contribution de 1 fr. sur le montant total des quatre contributions directes. Cette contribution doit se confondre avec celle de 45 cent. que vous avez décrétée le 16 mars.

Elle a donc un double caractère : d'une part, elle est générale ; de l'autre, elle est municipale. Dans l'intérêt de l'ordre et de la comptabilité, je vous propose de distinguer ce qui a été confondu ; de décider : 1<sup>o</sup> que les 45 centimes sont perçus au profit du Trésor national ; 2<sup>o</sup> que la ville de Lyon et le département du Rhône sont autorisés à s'imposer extraordinairement une contribution de 55 centimes sur le montant des quatre contributions directes.

La mesure décrétée par le commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Rhône se trouvera ainsi tout à la fois rectifiée et confirmée si vous adoptez le projet de décret ci-joint.

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,*  
**LEDRU-ROLLIN.**

**DÉCRET.**

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est indispensable de maintenir l'unité dans la comptabilité générale des finances de la République ;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. La ville de Lyon et le département du Rhône sont autorisés à s'imposer une contribution extraordinaire de 55 centimes sur le montant des quatre contributions directes.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 27 mars 1848.

*Les Membres du Gouvernement provisoire.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**  
Liberté, Égalité, Fraternité.

Au nom du peuple français, le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui fixe au 25 avril les élections des représentants du peuple ;

Arrête :

Une première publication des listes électorales aura lieu le 15 avril ; les rectifications, additions, etc., etc., se feront dans les mairies du 15 au 20.

La clôture des listes aura lieu le 20 à midi.

Le ministre de l'intérieur et le maire de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 27 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**  
Liberté, Égalité, Fraternité.

Au nom du peuple français, le Gouvernement provisoire,

Vu le rapport du général commandant la garde nationale mobile ;

Attendu que le choix des citoyens enrôlés a porté, dans certains bataillons, sur des officiers de l'armée ;

Qu'il importe de régulariser la situation de ceux-ci et de ne pas compromettre les règles de la discipline militaire ;

Arrête :

Les nominations faites par les volontaires de la garde nationale mobile en faveur des militaires de l'armée en activité de service pourront être maintenues.

Le ministre de la guerre placera ces militaires à la suite, dans leurs corps respectifs, toujours avec le simple grade dont ils étaient revêtus dans l'armée.

Le général commandant la garde nationale mobile notifiera ces promotions au ministre de la guerre avec son avis sur chaque militaire promu.

Le ministre de la guerre, d'après cet avis et d'après le dossier de ces militaires, pourra infirmer certaines de ces promotions, et, dans ce cas, prononcera le renvoi immédiat du militaire à son corps.

Fait en conseil de Gouvernement, le 27 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.**  
Liberté, Égalité, Fraternité.

**Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.**

Citoyens,

L'unité est à la fois le principe et le but du Gouvernement de la République. Ce qui distingue heureusement la France des autres pays de l'Europe, c'est que déjà l'unité a prévalu dans tous les éléments de son organisation sociale, politique, administrative. Il faut conserver cette précieuse conquête ; le soin de notre grandeur le commande impérieusement, le salut même de la République l'exige.

Quelques actes ont eu lieu cependant qui tendraient à compromettre ce souverain principe. Environnés de difficultés considérables, quelques commissaires du Gouvernement provisoire se sont vus dans la pénible nécessité de prendre des mesures qui sont en contradiction formelle avec les décisions et les actes du Gouvernement central. Ainsi, tandis que, avec une énergie douloureuse et salutaire, vous refusiez au commerce de Paris les prorogations d'échéance qu'il sollicitait de vous ; dans quelques départements vos commissaires accordaient des délais de quinze jours et même de trois mois. D'autres faits analogues se sont encore produits que vous connaissez et dont il est conséquemment inutile de remettre le détail sous vos yeux.

Dans cette situation, il me semble indispensable de rectifier toutes les idées sur les vrais principes du Gouvernement et d'y ramener toutes les conduites. Plus nous rendons hommage à l'ardeur, au zèle, au courage des hommes qui se dévouent sur tous les points du territoire au grand œuvre de l'établissement de la République, plus nous devons réprimer toutes les tendances fédéralistes et apporter de vigilance à la consécration des idées qui constituent le Gouvernement républicain.

Je vous propose en conséquence, citoyens, de déci-

der que toutes les mesures financières prises d'autorité par les commissaires du Gouvernement provisoire sont nulles et non avenues jusqu'à ce qu'elles aient été ratifiées par le pouvoir central. Je vous soumetts en ce sens le projet de décret suivant.

*Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,*  
**GARNIER-PAGÈS.**

**DÉCRET.**

Le Gouvernement provisoire de la République,

Considérant que la loi française est une dans toute l'étendue du territoire de la République ;

Considérant qu'il y aurait péril pour l'unité du Gouvernement si les autorités locales pouvaient agir à contresens des directions du pouvoir central,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Toutes les mesures prises par les commissaires du Gouvernement provisoire, en matière de législation commerciale ou de finances, sont provisoirement rapportées.

Art. 2. A l'avenir toutes les mesures financières ou commerciales des mêmes autorités sont soumises à l'assentiment préalable du pouvoir central.

Art. 3. Les ministres des finances, de l'intérieur et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

*Les membres du Gouvernement provisoire.*

**Compte rendu des Clubs.**

Paris, 27 mars 1848.

Citoyens,

La deuxième réunion des délégués des Clubs de Paris et de la banlieue, au nombre de soixante-et-onze, a eu lieu hier au Palais-National (ex-Palais-Royal).

Une nouvelle convocation est indiquée pour demain mardi, à deux heures, salle des Batailles.

Vous êtes priés de faire représenter votre Club, si déjà vous ne l'avez fait, par trois délégués munis de pouvoirs réguliers.

La corporation des délégués des ouvriers est invitée à se faire représenter par cinquante d'entre eux munis de pouvoirs réguliers.

Salut et fraternité.

*Les membres du bureau provisoire :*

LONGPIED, président, club de la Révolution, rue du Petit-Carreau, 8 ;

DELEAU, comité démocratique du 2<sup>e</sup> arrondissement, rue Saint-Lazare, 33 ;

GADON, club des Hommes libres, rue Saint-Lazare, 3 ;

THIELE, club Popincourt, rue Saint-Sébastien, 46 ;

CHARANT, club de l'Union fraternelle, rue Meslay, 42 ;

DANSE, club des Prévoyants, rue de Clichy, 59 bis ;

LAROCHE, club Franklin, rue des Tournelles, 51.

*A ceux qui ont peur des clubs.* Sous cette rubrique, le journal *le Salut public* défend le droit d'association, proclamé sur les barricades, que des alarmistes monarchiens de couleurs diverses voudraient bien nous dénier. L'article se termine par des réflexions fort sages qui font justice de ces paniques calculées qui cherchent à exhumer les souvenirs du sans-culotisme, des proscriptions, des vengeances et du régime de la terreur pour les exploiter en faveur de leurs projets surannés.

« Aujourd'hui, dit *le Salut public*, rien de semblable n'est à redouter. Une minorité anarchiste, quelle qu'elle soit, ne triomphera jamais en France. La République appelée à elle tous les citoyens comme ses enfants, comme les membres d'une même et sainte famille. Elle veut l'union là où était la division ; elle veut la fraternité là où dominaient la haine et l'esprit de vengeance ; en un mot, elle ne demande que la consécration des principes évangéliques. Instruit par les exemples du passé, que chaque citoyen reconnaisse aujourd'hui qu'il est à la fois de son intérêt et de son devoir de ne point rester à l'écart et de venir, s'il y avait lieu, opposer aux déclamations dangereuses des paroles de conciliation et de douceur, à l'esprit d'anarchie l'esprit de justice et de vraie liberté.

« Cette nécessité et ce devoir ont, du reste, été compris. Comme nous l'avons dit, toutes les voix maintenant sont entendues dans nos clubs : celle de l'ouvrier comme celle du maître, celle du pauvre comme celle du riche. On discute avec modération, avec méthode, et l'on écoute avec un recueillement qui édifierait singulièrement les membres de l'ex-chambre des députés si la fantaisie leur prenait de venir assister à ces réunions d'un peuple libre. Ainsi exercée, la liberté d'association ne peut, nous le répétons, autoriser aucune crainte. Les clubs, au lieu de grouper autour de l'Assemblée nationale, délibérant sous l'empire de la menace, ne seront que des écoles populaires où se propageront, à la lumière d'une discussion libre, les vrais principes républicains ; et si, à côté d'eux et sous ce nom, s'établissaient quelques cloaques d'insurrection et de désordre, les clubs seraient au moins en nombre pour couvrir les voix impures qui en sortiraient. »

La première réunion du club des Publicistes, composée d'économistes, de littérateurs, de journalistes, a eu lieu hier et a constitué provisoirement son bureau.

La seconde réunion est fixée à mardi, 28 courant, huit heures du soir, passage Jouffroy, 16.

Le présent avis tiendra lieu de convocation.

— Le club de l'Abbaye, dont le siège provisoire est rue du Dragon, 13, sur la proposition d'un de ses membres, a ouvert un tronc destiné à recevoir les offrandes volontaires de tous les membres.

Le montant de cette collecte sera déposé entre les mains du maire du 10<sup>e</sup> arrondissement pour être, par ses soins, transmis au Gouvernement provisoire et servir aux besoins de la République.

**SOCIÉTÉ SUISSE DU GRUTLI.**

L'assemblée générale des Suisses, qui a eu lieu hier dimanche, à la salle Molière, a eu pour but de provoquer l'affiliation de la Société du Grutli, club helvétique, aux clubs démocratiques de Paris.

Le président a ouvert la séance par l'exposition des motifs qui doivent porter les démocrates de toutes les nations et surtout de la Suisse, à joindre leurs efforts

à ceux des vrais républicains français, à peser du poids de toute leur conviction dans la balance qui élèvera la dignité humaine et le bonheur du monde. Un projet d'adresse à présenter au club Central, auquel nous offrirons notre concours, avait été rédigé par le citoyen Meraud; ce projet fut lu, discuté et adopté séance tenante. Plus de deux mille Suisses étaient présents à cette réunion.

Quelques discours chaleureux, dans le sens de l'idée républicaine et de l'affiliation, furent prononcés par les citoyens Muller, Pernoux, Truls, Jean Renaud et divers autres. Tous les assistants comprirent que c'est par la pensée et par l'œuvre en commun qu'on peut être utile aujourd'hui. La Société du Grütli, en faisant appel au cœur, à l'esprit, à la force virile de ses compatriotes, a rencontré en eux l'ardeur généreuse, la vive intelligence, l'énergique volonté qui entraînent tous les nobles êtres dans le mouvement humanitaire qui s'accroît de jour en jour.

Des questions importantes ont été proposées et mises à l'ordre du jour de la seconde séance de l'assemblée générale qui aura lieu prochainement.

Une centaine de Suisses se sont fait recevoir aussitôt de la Société du Grütli.

#### CLUB RÉPUBLICAIN DE BATIGNOLLES.

Séance du 26 mars 1848. — Le procès-verbal est adopté. — Le citoyen Laroche donne lecture de la pétition suivante adressée au citoyen ministre de l'intérieur :

« Citoyen ministre, l'immortelle République française vient à peine d'éclorre que déjà sa voix puissante retentit jusqu'aux confins de l'Europe et fait bondir les cœurs de nos valeureux frères de la Pologne.

« Exilée, proscrite hier, la France, la France patriotique, celle en un mot qui gémissait avec nous et sur nos malheurs et sur les siens, lui tendait une main amie en lui donnant une place à son foyer, à sa table.

« Les événements ont marché avec la rapidité de la foudre. Hier Cracovie relevait son indépendance et sa nationalité; aujourd'hui la Prusse se déclare républicaine, demain la Pologne donnera l'essor à son aigle et se représentera l'éternel bouclier de la France; toute sa population virile part ou va partir; mais les femmes, les vieillards, les enfants ne peuvent retourner dans leurs foyers avant qu'ils n'aient été reconquis.

« Le club républicain de Batignolles-Monceaux vous prie donc, citoyen ministre, de continuer à cette noble partie de l'émigration polonaise les subsides accordés par notre ministère à leurs chefs de famille jusqu'à leur rentrée prochaine, nous en avons la conviction, dans leur patrie, relevée au rang de nation. »

Cette pétition, acceptée par le club, sera imprimée et portée au citoyen ministre dès demain.

Le citoyen Chamoin donne lecture de différentes observations sur la candidature du citoyen Ney de La Mo-kowa. Le club déclare protester contre cette candidature, qui a été enlevée par l'assemblée, en raison du nom du maréchal Ney. Une protestation ainsi conçue a donc été rédigée et signée immédiatement :

« Le club entend protester d'abord contre l'impression d'un article qui n'émancipe point de lui et qu'il n'a point autorisé, et même contre la valeur du vote qui n'est point l'expression de son sentiment. »

Cette protestation sera présentée au citoyen Ney lorsqu'il viendra s'offrir aux suffrages du comité électoral de Batignolles.

Les citoyens Gadon, Angelot, Baillemonet et Léonard Gallois ont été présentés comme candidats à la représentation nationale.

Les citoyens Auselin, Baillemonet, comme vice-présidents; Freider et Moirac, comme secrétaires; Delépine, comme trésorier, ont été adjoints au bureau, composé seulement précédemment des citoyens Edmond Frossard, président; Victor Angelot, vice-président; Charles Frossard, secrétaire; Ulysse Bénard, secrétaire-adjoint.

Le 27 mars 1848.

#### Clubs des départements.

Un nouveau club vient de se constituer aux Andelys sous le nom de club National. Le président est le citoyen Julien Damasière-Hubert; les vice-présidents, les citoyens Bâton, Letellier; le secrétaire, le citoyen Morin aîné.

Le but du club National est d'agiter les questions à l'ordre du jour et de s'entendre sur les candidats à nommer à l'Assemblée nationale.

— Le *Républicain de l'Indre* signale une proposition de fusion entre le club du Théâtre et le club Morcau. Il est à désirer, dans des vues d'action et d'union républicaines, que les clubs imitent l'initiative prise par les patriotes de Paris, qui ont constitué un comité formé des délégués des différents clubs existants. C'est le moyen de ne pas diviser les efforts.

— Il s'est formé récemment à Blois un club de conservateurs nouveaux, mélange hétérogène de républicains de fraîche date, de juste-milieu et de légitimistes. Ces messieurs ne paraissent pas se douter qu'il y a eu en France non-seulement un changement d'hommes, mais, avant tout, un changement de principes et de choses. Les conservateurs ont de tout temps, en 89 comme en 1830, eu le malheur de perdre ce qu'ils ont voulu conserver. Les vrais républicains veilleront à ce que les nouveaux conservateurs ne perdent pas la République.

On a été généralement étonné de voir figurer dans cette réunion de nouveaux conservateurs tels et tels individus, et surtout quelques fonctionnaires élevés.

(*Courrier de Loir-et-Cher.*)

— Le comité électoral républicain de l'arrondissement d'Orthez a décidé à l'unanimité qu'il appuierait les candidatures des citoyens Armand Marrast, membre du Gouvernement provisoire; Saint-Gaudens, avocat à Saint-Palais, sous-préfet provisoire de notre arrondissement, et Nogué, commissaire-général des Basses-Pyrénées.

(*Mercure.*)

— Un comité électoral républicain s'est constitué, le 19, à Saint-Etienne-de-Baygorry. Il se compose des citoyens D. Etcheverry, maire, président; G. Lexiague, A. Étienné, Jaureguy, Iriberry, L. Ernautène, Larre, Foch, Elchalans et Saha, assesseurs. Ce comité se mettra en rapport avec ceux qui se sont formés dans le dé-

partement et recevra les documents qu'ils lui adresseront ainsi que les professions de foi des candidats.

(*Mémorial des Pyrénées.*)

#### Esprit des départements.

##### Élections. — Candidatures.

On ne compte qu'environ cinquante candidats dans le département des Basses-Pyrénées, qui doit en envoyer onze à l'Assemblée constituante. Le citoyen Lacaze, avocat du barreau de Pau, vient de publier sa profession de foi. Il fait justement observer que la question à résoudre aujourd'hui est éminemment sociale. — Les autres nouveaux candidats sont Charles Cassou, rédacteur du *National*; Touziz, de Belzunce; Depaul, professeur à la Faculté de médecine de Paris, et Pedelaborde. — A Bayonne nous voyons encore surgir une demi-douzaine de candidatures. Celle d'Augustin Chaho est la seule qui se recommande à nous. Depuis quatre ans, Chaho combat à Bayonne pour la cause de la liberté. A cet effet, il a fondé le *Courrier de Vasconie*, dans lequel il a victorieusement soutenu des polémiques avec les ignorants de Toulouse. Ecrivain sur les confins des deux pays, France et Espagne, Chaho a rempli une mission internationale.

— Un comité légitimiste s'est formé à Dinan. Les noms mis en avant pour la députation à l'Assemblée nationale sont ceux de MM. F. Thibault, rédacteur de *l'Impartial*, Ribaut de l'Argentaie et Brignon de Lehen. Ce comité agit, dit le *Messager breton*, avec une grande activité sur l'esprit des campagnes. Nous espérons que malgré les menées des monarchistes, la République sortira victorieuse de l'épreuve électorale. Mais il est urgent que le ministre de l'intérieur, en dépit de l'apathie bureaucratique qui cherche à paralyser ses actes, prenne des mesures d'urgence. Au besoin nous lui en indiquons.

— On lit dans le *Quimérois* :

« Les élections du comité cantonal de Quimper ne nous paraissent pas avoir complètement réalisé les espérances si légitimes des vrais républicains; les besoins, les nécessités de la situation politique n'ont pas été assez nettement appréciés. Le citoyen ministre de l'intérieur ne doit-il pas aviser? Le sommeil, c'est la mort en question électorale. »

— Le comité central des élections républicaines des radicaux du Nord porte comme candidats à l'Assemblée nationale Antony Thourret, Bianchi, Flocon, Ledru-Rollin et autres patriotes dont les choix nous ont paru excellents.

— Le *Républicain (Gleaner des Alpes)* fait sur les élections du département des Basses-Alpes les réflexions suivantes, qui méritent une sérieuse attention :

« C'est dans le choix des noms qu'est le nœud de la difficulté.

« Déjà plus de quarante candidats se présentent dans le seul arrondissement de Digne. Il peut y en avoir autant dans chacun des quatre autres arrondissements. Ce serait donc dans une masse totale d'environ 2,000 candidats que chaque électeur aurait à choisir quatre représentants. On présume que l'ensemble des citoyens capables de voter dans le département des Basses-Alpes s'élève à vingt mille environ. Si aucun principe supérieur ne devait guider les électeurs, s'il n'y avait aucune raison générale de préférer un candidat à un autre, il est probable que les votes se répartiraient à peu près également sur chaque candidat. Or, chaque candidat ne réunirait moyennement que quatre cents voix environ, et comme il en faut deux mille, les élections pourraient être indéfiniment recommencées sans que jamais on pût atteindre un résultat définitif. »

C'est aux clubs créés, ou qui doivent se créer, à régulariser les opérations électorales de ce département. Qu'ils portent des républicains éprouvés, et les craintes manifestées par le *Républicain des Basses-Alpes* ne se réaliseront pas.

#### Étranger.

##### SUISSE.

On a découvert un complot tramé par les misérables restes du Sonderbund dans les petits cantons. Parmi les papiers trouvés à Uri sont différents documents fort intéressants, entre autres un projet de circonscription territoriale écrit de la main de Seegwart-Muller, et adopté par les représentants des grandes puissances et par les agents de l'ex-Guizot. — Les temps sont vraiment providentiels! Toute bonne découverte vient à point pour renouveler l'essor du monde républicain et pour hâter le triomphe de la démocratie.

— Dans sa séance d'hier, la commission de révision du pacte a adopté la représentation du peuple suisse par une chambre de représentants, selon le projet élaboré par la première section et que nous publierons prochainement.

(*Confédéré de Fribourg.*)

NEUCHÂTEL, le 20 au soir. — On s'attend à de graves événements. Le gouvernement provisoire va prendre, dit-on, les mesures les plus énergiques; la garnison a été renforcée de 300 hommes. La noblesse et la bourgeoisie sont aussi entêtées qu'avant la révolution et ne veulent pas céder d'un pouce; mais on saura bien les mettre à la raison.

##### ITALIE.

Il nous arrive de nouveaux renseignements sur l'insurrection lombarde. Les Milanais défendent comme des lions. Il semble certain que 5,000 Suisses sont entrés à Milan, avec du canon, par la porte de Côme. Ils vont battre en brèche la citadelle. Un bataillon de chasseurs posté sur le dôme a fait, nous écrit-on, un feu terrible sur le peuple; mais à cette heure ils manquent de munitions et de vivres, et ils ne peuvent échapper à la population qui les assiège.

Radetzki est dans la citadelle à toute extrémité. Il vient d'arborer un drapeau blanc pour demander à capituler.

Nos troupes doivent être à cette heure sur le territoire lombard.

Encore aujourd'hui, 5,000 étudiants sont partis en armes pour Milan. La garde royale est également partie pour la Lombardie aux cris d'enthousiasme de toute la population. De toutes nos provinces on se dirige vers la Lombardie. Gènes est désert.

Le roi Charles-Albert et les princes se disposant, à ce qu'on assure, à partir pour Milan à la tête de deux régiments de cavalerie et de plusieurs batteries d'artillerie volante.

A Milan, Bonamo, Litta et Belgiojoso sont à la tête du gouvernement provisoire, et leurs agents sont constamment sur la place du Dôme pour distribuer des secours à ceux qui en ont besoin.

Le 18 mars, tous les Français résidant à Florence étaient réunis dans l'église Santa-Cruce pour assister au service solennel célébré en l'honneur des citoyens morts dans les journées de février. Les Français éloignés de la commune patrie avaient voulu rendre cet hommage à leurs frères, dont ils partagent tous les généreux sentiments, et à côté desquels ils auraient voulu pouvoir combattre dans cette lutte engagée pour le triomphe de la liberté.

« L'église, nous écrit-on, était comble pour cette triste et noble cérémonie; les drapeaux de toute l'Italie, celui des Lombards voilé, se pressaient autour des nôtres, et la garde nationale, veillant autour de ce cercueil, rendait aux mânes de notre pays des honneurs fraternels. C'était grand comme notre deuil, majestueux comme l'image de la France. »

Dons patriotiques au Trésor national :  
Par les compteurs de la vente en gros de la marée. 35 f. »  
Par le personnel de la halle aux beurres. 855 43

SAVOIR :  
Employés du contrôle, 48 fr. »  
Facteurs et employés, 342 43  
Le facteur aux fromages, 20 »  
La compagnie des forêts, 500 »  
La compagnie des compteurs, 143 »  
855 43

#### Faits divers.

On mande de Lyon :

Le numéraire, qui ces jours derniers était si rare à Lyon, commence à reparaitre en plus grande quantité. Cette amélioration dans notre état financier est due surtout aux rentrées en numéraire que les négociants de Lyon font opérer.

— Le ministre de la guerre vient de terminer le travail relatif à la distribution des armes à faire aux gardes nationales de Paris et des départements. L'inventaire des arsenaux permet de mettre à leur disposition environ 500,000 fusils et sabres, joints à ceux qui ont déjà été distribués en 1830, forment un total de près de 1,500,000 armes. Le ministre de l'intérieur s'occupe en ce moment de répartir les fusils et sabres mis à sa disposition par le ministre de la guerre, en prenant pour base le chiffre de la population de chaque département et le nombre des armes déjà remises à d'autres époques. Un certain nombre de canons pourra également être confié à la garde nationale, et des mesures seront prises pour que les exercices commencent dans le plus bref délai.

— Le comité de défense nationale vient d'arrêter qu'un camp de 90,000 hommes serait formé à Dijon et qu'on y dirigerait les réserves des classes de 1846 et de 1847.

— Quelques jours avant la grande manifestation du 17 mars, une noble comtesse du noble faubourg disait d'un ton moqueur à sa blanchisseuse de fin : « Eh bien! ma chère, comment vont les affaires? — Les affaires vont bien mal, madame. — Ah! vraiment; c'est malheureux. Elles iront mieux bientôt, tranquillisez-vous. » C'était une confidence.

Le 17 mars fut.  
Hier, la même à la même dit : « Et les affaires? — Toujours mauvaises, madame. — Ah! ah! vous avez la fantaisie de faire des révolutions; nous avons la fantaisie de garder notre argent. — Oui, madame, dit la blanchisseuse; mais si le peuple avait la fantaisie de vous le faire dépenser? »

La comtesse pâlit et donna tout son linge à laver.

(*Historique.*)

— On nous communique la note suivante :  
La 7<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> légion a pris la décision suivante : les épaulettes, sabre et ornements du schakos seront fournis par la compagnie à tous les officiers qui seront nommés aux prochaines élections. Cette mesure facilite, sans blesser aucune susceptibilité, l'élection et l'équipement des citoyens à qui leur fortune ne permettrait pas de faire cette dépense.

Dans le service et dans les revues il sera obligatoire de porter les équipements fournis par la compagnie. A l'expiration ou à la cessation du service, les armes et insignes rentreront aux compagnies qui les auront délivrés.

Une cotisation à laquelle seront imposés tous les gardes nationaux valides ou invalides de la circonscription de la compagnie fournira la somme qui fera face à cette dépense.

— Un propriétaire de la rue Coquenard a répandu la joie parmi une cinquantaine de ses locataires, tous braves et honnêtes ouvriers et artisans, en leur faisant réduction du quart de leurs loyers pour le terme courant et suivant.

— Le propriétaire d'une maison qui doit son nom à une triste célébrité, la maison dite du *Massacre*, rue Transnonain, 12, a voulu participer à l'élan donné par le mouvement public. Il a fait remettre à chacun de ses locataires sa quittance de loyer pour le terme échu en avril prochain : « Vous êtes ouvriers, a-t-il dit, l'ouvrage vous manque; mais ne vous tourmentez pas, et comptez même sur moi si les jours deviennent plus mauvais. » Il faut que la publicité honore de tels exemples.

— La deuxième leçon du cours d'histoire fait gratuitement par M. Wautier d'Halluin, et auquel le professeur a particulièrement convié la classe laborieuse, aura lieu vendredi 31 mars, à huit heures précises du soir, dans la salle Montesquieu.

Un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fortiaux, rue Damiette, 2.